

Gelet op het voorstel van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie), CD-10f15-CWaPE-279, gegeven op 15 juni 2010;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8, tweede lid, derde zin, van het huishoudelijk reglement gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) en tot opheffing van het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2003, worden de woorden "Met uitzondering van procedures ingesteld met het oog op het sluiten van arbeidsovereenkomsten voor een bepaalde tijd waarvan de totale duur (eventuele verlengingen inbegrepen) kleiner dan twaalf maanden is, waarvoor het Directiecomité bijzondere aanwervingsmodaliteiten kan bepalen, gemotiveerd in functie van het belang van de dienst" ingevoegd vóór de woorden "Het tewerkgestelde personeel kan pas aangeworven worden..."

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 3.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2010.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 2382

[2010/203737]

**1<sup>er</sup> JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement, notamment les articles 16 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à la réhabilitation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 3, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation est abrogé.

**Art. 2.** L'article 5, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, du même arrêté est abrogé.

**Art. 3.** L'article 5, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Sauf quand la demande porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées et à peine d'irrecevabilité, la demande de prime est adressée à l'administration au moyen du formulaire établi par celle-ci, dans les 3 mois qui suivent celui de l'établissement du rapport d'estimation visé au § 1<sup>er</sup>. L'administration adresse au demandeur un avis de réception de sa demande dans les quinze jours de la date de cet envoi et, le cas échéant, lui réclame tout document nécessaire pour la compléter. »

**Art. 4.** L'article 5, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Pour être considérée comme complète, la demande de prime comporte :

1<sup>o</sup> l'identification précise du logement à réhabiliter;

2<sup>o</sup> un extrait du registre de la population établissant la composition du ménage du demandeur;

3<sup>o</sup> le rapport d'estimation visé au § 1<sup>er</sup>;

4<sup>o</sup> le formulaire contenant les engagements visés à l'article 3, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>;

5<sup>o</sup> une attestation de l'administration communale renseignant la date de la première occupation du logement;

6<sup>o</sup> un certificat de l'administration compétente du Ministère des Finances établissant la liste des personnes détenant un droit réel sur le logement à réhabiliter et renseignant les biens immeubles dont le demandeur et l'ensemble des cohabitants sont propriétaires;

7<sup>o</sup> l'accord du ou des propriétaires du logement quant à l'exécution par le demandeur des travaux de réhabilitation visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>;

8<sup>o</sup> l'engagement du ou des propriétaires :

a) de ne pas modifier, en raison des travaux faisant l'objet de la prime octroyée au preneur, le montant du loyer jusqu'au terme du bail à réhabilitation visé à l'article 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>;

b) le cas échéant, de réaliser, dans le délai fixé à l'article 7, § 4, les travaux visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3<sup>o</sup>.

Quand la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures vitrées, seuls les documents visés aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>, 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup>, a), doivent y figurer de même qu'un devis détaillé des travaux et l'original ou la copie de la facture de l'entrepreneur enregistré du secteur de la construction. »

**Art. 5.** L'article 7, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant des travaux pris en considération est au minimum de 2.000 euros hors T.V.A., sauf si les travaux ont été exécutés, en tout ou en partie, à partir de matériaux acquis par le demandeur, mis en œuvre dans le logement, et dont l'achat est attesté par des factures dont le montant s'élève à 1.000 euros hors T.V.A. minimum.

Le coût de l'audit énergétique visé à l'article 8, § 5, 2°, n'est pas inclus dans le montant des travaux pris en considération.

Le montant minimum de 2.000 euros visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est ramené à 1.000 euros quand il concerne des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées. »

**Art. 6.** L'article 8, § 5, 3°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 3° Les travaux d'isolation ne sont pris en compte pour le calcul du montant de la prime qu'à la condition que le matériau isolant possède un coefficient de résistance thermique R supérieur ou égal :

— 3,5 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation thermique de la toiture ou du plancher du grenier;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation des murs par l'intérieur;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation des murs creux par remplissage de la coulisse;

— 2 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation des murs par l'extérieur de la paroi existante;

— 2 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation du sol par le dessous ou dans la structure du plancher;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W pour l'isolation du sol par le dessus de la structure du plancher.

**Art. 7.** L'article 9, § 2bis, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 2bis. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures vitrées, une enquête destinée à confirmer la conformité des travaux réalisés aux mentions reprises sur la facture doit être effectuée par un délégué du Ministre.

La visite est réalisée à la demande de l'administration.

La date proposée par l'administration pour cette visite doit se situer dans les quatre mois de la réception du dossier complet. Dans les trois mois de la réception du rapport d'enquête du délégué du Ministre ou dans le cas où la date proposée pour la visite n'a pu être située dans les quatre mois de la réception du dossier complet, l'administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée. »

**Art. 8.** L'article 9, § 5, du même arrêté est abrogé.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> mai 2010.

**Art. 10.** Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 2382

[2010/203737]

#### 1. JULI 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Wohngesetzbuches, insbesondere der Artikel 16 und 24;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Der Artikel 3 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie zugunsten von Mietern, die im Rahmen eines Sanierungsmietvertrags eine verbesserungsfähige Wohnung sanieren, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 2** - Artikel 5 § 1 5°, desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 3** - Artikel 5 § 2 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

« § 2 - Außer wenn der Antrag ausschließlich Arbeiten zur Ersetzung der verglasten Außentüren und Fensterrahmen betrifft, und unter Gefahr der Unzulässigkeit, wird der Prämienantrag an die Verwaltung anhand des von Letzterer aufgestellten Formulars innerhalb von drei Monaten nach der Erstellung des in § 1 erwähnten Abschätzungsberichts gerichtet. Die Verwaltung schickt dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung seines Antrags innerhalb fünfzehn Tagen nach diesem Versand und verlangt ggf. jegliche zur Ergänzung des Antrags notwendige Unterlage.»

**Art. 4** - Artikel 5 § 3 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Damit der Prämienantrag als vollständig betrachtet werden kann, muss er das Folgende enthalten:

1° die genaue Identifizierung der zu sanierenden Wohnung;

2° den Auszug aus dem Bevölkerungsregister zur Bescheinigung der Haushaltszusammensetzung des Antragstellers;

3° den in § 1 erwähnten Abschätzungsbericht;

4° das Formular, das die in Artikel 3 4° und 5° erwähnten Verpflichtungen enthält;

5° eine Bescheinigung der Gemeindeverwaltung zur Angabe des Datums der ersten Benutzung der Wohnung;

6° eine Bescheinigung der zuständigen Verwaltungsdienststelle des Finanzministeriums zur Auflistung der Personen, die ein dingliches Recht an der zu sanierenden Wohnung besitzen, und zur Aufführung der Immobiliengüter, von denen der Antragsteller und die gesamten Miteinwohner Eigentümer sind;

7° das Einverständnis des bzw. der Eigentümer(s) bezüglich der Ausführung durch den Antragsteller der in § 1 Absatz 2 2° erwähnten Sanierungsarbeiten;

8° die Verpflichtung seitens des bzw. der Eigentümer(s):

a) wegen der Arbeiten, die Gegenstand der dem Mieter gewährten Prämie sind, die Miete bis zum Ende des in Artikel 1, 11° erwähnten Sanierungsmietvertrags nicht zu ändern;

b) ggf. innerhalb der in Artikel 7 § 4 erwähnten Frist die in § 1 Absatz 2 3° erwähnten Arbeiten auszuführen.

Wenn der Antrag ausschließlich Arbeiten an verglasten Außentüren und Fensterrahmen betrifft, müssen nur die unter 1°, 2°, 5°, 6°, 7° und 8°, a) erwähnten Unterlagen sowie ein ausführlicher Kostenvoranschlag der Arbeiten und das Original oder eine Abschrift der Rechnung des registrierten Unternehmers des Bausektors mit dem Antrag beigebracht werden.»

**Art. 5 - Artikel 7 § 2** desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Der Betrag der berücksichtigten Arbeiten beläuft sich mindestens auf 2.000 Euro außer MwSt., außer wenn die Arbeiten ganz oder teilweise mit Materialien ausgeführt worden sind, die vom Antragsteller angeschafft und in der Wohnung eingebaut worden sind und deren Anschaffung mit Rechnungen belegt wird, deren Betrag mindestens 1.000 Euro außer MwSt. erreicht.

Die Kosten des in Artikel 8 § 5 2° erwähnten Energieaudits sind im Betrag der berücksichtigten Arbeiten nicht inbegriffen.

Der in Absatz 1 erwähnte Mindestbetrag von 2.000 Euro wird auf 1.000 Euro herabgesetzt, wenn er Arbeiten zur Ersetzung der verglasten Außentüren und Fensterrahmen betrifft.»

**Art. 6 - Artikel 8 § 5, 3°** desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«3° die Isolierungsarbeiten werden für die Berechnung des Prämienbetrags nur dann berücksichtigt, wenn der Dämmstoff einen thermischen Widerstandskoeffizienten R hat, der den folgenden Werten entspricht oder sie übersteigt:

— 3,5 m<sup>2</sup>K/W für die Wärmedämmung der Bedachung oder des Speicherbodens;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W für die Isolierung der Mauern von Innen aus;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W für die Isolierung der hohlen Wände durch Füllen des Hohlraums;

— 2 m<sup>2</sup>K/W für die Isolierung der Wände von der Außenseite der bestehenden Mauer aus;

— 2 m<sup>2</sup>K/W für die Isolierung des Bodens von unten aus oder in der Struktur des Fußbodens;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W für die Isolierung des Bodens von der Oberseite der Struktur des Fußbodens aus;

**Art. 7 - Artikel 9 § 2bis** desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 2bis - Wenn der Prämienantrag ausschließlich Arbeiten zur Ersetzung der verglasten Außentüren und Fensterrahmen betrifft, muss in Abweichung von den §§ 1 und 2 eine Untersuchung von einem Beauftragten des Ministers durchgeführt werden, die dazu bestimmt ist, die Übereinstimmung der ausgeführten Arbeiten mit den in der Rechnung verzeichneten Angaben zu bestätigen.

Die Besichtigung wird auf Antrag der Verwaltung hin vorgenommen.

Das von der Verwaltung vorgeschlagene Datum für diese Besichtigung muss innerhalb der vier Monate ab Empfang der vollständigen Akte liegen. Innerhalb von drei Monaten nach Empfang des Untersuchungsberichts des Beauftragten des Ministers, oder falls das für die Besichtigung vorgeschlagene Datum nicht innerhalb der vier Monate nach Empfang der vollständigen Akte festgelegt werden konnte, stellt die Verwaltung dem Antragsteller den endgültigen Beschluss zur Gewährung der Prämie zu, wobei die Berechnung des Betrags der ihm zu zahlenden Prämie genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.»

**Art. 8 - Artikel 9 § 5** desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 9 -** Der vorliegende Erlass wird am 1. Mai 2010 wirksam.

**Art. 10 -** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Juli 2010

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 2382

[2010/203737]

**1 JULI 2010. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract**

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Huisvestingscode, inzonderheid op de artikelen 16 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor huurders die een verbeterbare woning renoveren in het kader van een renovatiehuurcontract wordt aangevuld als volgt : « Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van het buitenschrijnwerken en de vensters betreft, van hetzelfde besluit wordt opgeheven. »

**Art. 2.** Artikel 5, § 1, 5°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 5, § 2, wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 2. Behoudens wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van het buitenschrijnwerk en de vensters betreft en op straffe van onontvankelijkheid, wordt de premieaanvraag aan het bestuur gericht middels het door het bestuur opgemaakte formulier, binnen de drie maanden volgend op de opmaak van het ramingsverslag bedoeld in § 1. Het bestuur verstrekt de aanvrager een bericht van ontvangst van zijn aanvraag binnen vijftien dagen na de datum van versturen van de aanvraag en verzoekt, in voorkomend geval, om ieder document dat nodig is voor de verdere aanvulling van het dossier. »

**Art. 4.** Artikel 5, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Om als volledig te worden beschouwd, dient de premieaanvraag de volgende documenten te bevatten :

1° de duidelijke identificatie van de te renoveren woning;

2° het uittreksel uit het bevolkingsregister met de gezinssamenstelling van de aanvrager;

3° het ramingsverslag waarvan sprake in § 1;

4° het formulier met de verbintenissen waarvan sprake in artikel 3, 4° en 5°;

5° het attest van het gemeentebestuur met de datum waarop de woning voor het eerst werd betrokken;

6° een certificaat van het bevoegde bestuur van het Ministerie van Financiën waaruit de lijst opgemaakt kan worden van de personen die een zakelijk recht op de te renoveren woning bezitten en die aangeeft van welke onroerende goederen de aanvrager en de gezamenlijke medebewoners eigenaar zijn;

7° de instemming van de eigenaar(s) van de woning met de uitvoering van de renovatiewerken bedoeld in § 1, lid 2, 2°, door de aanvrager;

8° de verbintenis van de eigenaar(s) om :

a) het huishuurbedrag niet te verhogen tot en met de beëindiging van het renovatiehuurcontract bedoeld in artikel 1, 11°, wegens de werken waarvoor de premie aan de huurder wordt toegekend;

b) in voorkomend geval, om de werken bedoeld in § 1, lid 2, 3°, uit te voeren binnen de termijn vastgesteld in artikel 7, § 4.

Wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van het buitenschrijnwerk en vensters betreft, dienen enkel de documenten bedoeld in 1°, 2°, 5°, 6°, 7° en 8° erin opgenomen te worden, evenals een uitvoerig bestek van de werken en het originele exemplaar of een afschrift van de factuur van de geregistreerde aannemer van de bouwsector. »

**Art. 5.** Artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de in aanmerking komende werken is minstens 2.000 euro, btw niet meegerekend, behoudens als de werken geheel of gedeeltelijk uitgevoerd zijn met materialen aangekocht door de aanvrager, verwerkt in de woning en waarvan de aankoop bewezen wordt door het voorleggen van facturen die een minimumbedrag van 1.000 euro totaliseren, btw niet meegerekend.

De kostprijs van de energieaudit waarvan sprake in artikel 8, § 5, 2°, is niet inbegrepen in het bedrag van de in aanmerking komende werken.

Het minimumbedrag van 2.000 euro bedoeld in het vorige lid wordt verminderd tot 1.000 euro wanneer het betrekking heeft op werken ter vervanging van het buitenschrijnwerk en vensters. »

**Art. 6.** Artikel 8, § 5, 3°, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgende bepaling :

« 3° De isolatiewerken worden enkel in overweging genomen voor de berekening van het bedrag van de premie als het isolatiemateriaal een thermische weerstandscoefficiënt R vertoont die hoger is dan of gelijk is aan :

— 3,5 W/m<sup>2</sup>K voor de thermische isolatie van het dak of voor de plankenvloer van de zolder;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W voor de isolatie van de muren aan de binnenkant;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W voor de isolatie van de spouwmuren;

— 2 m<sup>2</sup>K/W voor de isolatie van de buitenkant van de bestaande opgaande muur;

— 2 m<sup>2</sup>K/W voor de isolatie van de vloer aan de onderkant of in de structuur van de plankenvloer;

— 1,5 m<sup>2</sup>K/W voor de isolatie van de vloer aan de bovenkant van de structuur van de plankenvloer.

**Art. 7.** Artikel 9, § 2bis, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2bis. Indien de premieaanvraag uitsluitend betrekking heeft op werken ter vervanging van het buitenschrijnwerk en de vensters dient er, ter afwijking van de §§ 1 en 2 een onderzoek naar de eenstemmigheid van de uitgevoerde werken met de inhoud van de factuur verricht te worden door een gemachtigde van de Minister.

Het controlebezoek wordt op verzoek van het bestuur verricht.

De door de administratie voorgestelde bezoeksdatum valt binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier. Binnen drie maanden na ontvangst van het onderzoeksverslag van de gemachtigde van de Minister of als de bezoeksdatum niet binnen vier maanden valt na ontvangst van het volledige dossier, geeft de administratie de aanvrager kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet verstrekt kan worden. »

**Art. 8.** Artikel 9, § 5, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 mei 2010.

**Art. 10.** De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET